Le Conseil Municipal,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-13 ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ou partant ;

Vu la demande de départ, par courrier en date du 25 mars 2025, de Madame TESTU Elizabeth pour rejoindre son compagnon à La Ciotat, à compter du 30 juin 2025 ;

Monsieur le Maire fait savoir qu'il a reçu plusieurs candidats pour des entretiens d'embauche en vue du remplacement de madame TESTU et à ce jour le choix du candidat a été arrêté.

Le nouvel agent sera recruté en CDD sur un emploi non permanent, à temps complet, au grade d'adjoint administratif principal 2^{ème} classe, pour une période de 6 semaines à compter du 19 mai 2025 dans le cadre de la période de tuilage.

Puis à compter du 1^{er} juillet 2025, le nouvel agent sera recruté en CDD sur un emploi permanent pour une période d'1 an.

Pour démarrer, la rémunération sera égale à la grille indiciaire au grade d'Adjoint Administratif Principal 2^{ème} classe.

Suite à cette présentation, le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des présents,

DECIDE :

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à recruter cet agent contractuel dans les conditions fixées par l'article L. 332-13 du code général de la Fonction Publique précitée pour le remplacement de la secrétaire de mairie partante.
- **De prévoir** à cette fin une enveloppe de crédits au budget.
- **D'autoriser** Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

(en application de l'article L.332-23-1° du code général de la fonction publique)

Le Conseil Municipal ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-23-1° ;
Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans le cadre de la mise en place d'un tuilage de 6 semaines pour le remplacement de la secrétaire de mairie actuelle ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

DECIDE

De créer, à compter du 19 mai, un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe relevant de la catégorie hiérarchique C à temps complet.

Que cet emploi non permanent soit occupé par un agent, qui devra justifier de son baccalauréat, contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée du 19 mai 2025 au 30 juin 2025 inclus.

De rémunérer l'agent de la façon suivante : La rémunération sera calculée au maximum sur l'indice majorée du grade de recrutement selon la grille indiciaire.

De confier à Monsieur le Maire la mise en œuvre de l'ensemble des démarches nécessaires pour ce recrutement ;

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à l'exécution de cette présente décision ;

Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille (par voie postale au 31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 2 ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, sa réception par le représentant de l'Etat.

DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DANS LES COMMUNES DE MOINS DE 2000 HABITANTS* pour exercer les fonctions de secrétaire général de mairie
(cas où l'emploi pourrait être pourvu par un agent contractuel

en application de l'article L.332-8-7° du code général de la fonction publique)

* la commune compte moins de 2 000 habitants tel qu'en atteste le dernier recensement

L'assemblée délibérante Conseil Municipal ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-8-7° ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré ;

DECIDE

- La création à compter du 01/07/2025 d'un emploi permanent de secrétaire général de mairie dans le grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe relevant de la catégorie hiérarchique C à temps complet et la modification du tableau des emplois (voir annexe).
- Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire ou éventuellement par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 1 an.
- Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.
- L'agent devra justifier d'un baccalauréat et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C par référence à la grille indiciaire du grade équivalent.
- Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.
- Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille (par voie postale au 31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 2 ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**AUTORISATION AU MAIRE DE SIGNER LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU
DOMAINE PUBLIC A LA SOCIÉTÉ FREE MOBILE POUR LA CREATION D'UN RELAIS DE
RADIOTELEPHONIE MOBILE SUR LA PARCELLE B 258 SITUÉE AU VILLAGE.**

Monsieur GUILLOT Gérard, adjoint au Maire, désigné rapporteur, expose à l'organe délibérant qu'il convient d'ajouter cette décision à l'ordre du jour afin de respecter le calendrier de ce projet. Il précise qu'en page 9 du dossier d'information de l'opérateur Free Mobile, que le dépôt du dossier d'urbanisme « déclaration préalable » devra se faire courant mai 2025 :

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2241-1, L 2541-12-4 et R 2241-1 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 2221-1 et suivants, R 2122-1 et suivants, et R 2222-5 ;

VU la nécessité d'améliorer la couverture du réseau en Zone Blanche afin d'optimiser la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT dans ce cadre Free Mobile projette l'installation d'une antenne relais au titre du dispositif de couverture ciblée afin d'apporter la couverture mobile pour les services 3G et 4G à la commune de MONTFURON. Cette installation en « RAN SHARING » (partage des infrastructures actives), permettra aux services 3G et 4G des 3 autres opérateurs d'être implantés sur cette antenne et rendus disponibles.

Monsieur GUILLOT Gérard expose au conseil municipal que la société Free Mobile a contacté la mairie afin d'approuver l'implantation d'une infrastructure de communication électronique sur la parcelle communale cadastrée section n° B258 située au village sur le terrain communal, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition avec Free Mobile, pour une durée de douze années, reconductible par tacite reconduction et pour un loyer de 1000 euros par année.

Après échanges entre élus, Mr le Maire :

1. fait observer que le montant de l'indemnisation de 1000 €/an (initialement proposé) est faible et que la durée de la convention trop longue soit 12 ans.
2. se demande si l'opportunité d'une réunion publique est à envisager en raison du lieu d'implantation.

Il est précisé que le conseil municipal a respecté le calendrier pour le dépôt d'urbanisme en mai 2025 et demande à Free Mobile que la date de mise en place prévue en septembre 2025 soit tenue.

Le Conseil Municipal,

Suite à cette discussion, après en avoir délibéré et à l'unanimité des présents et des représentés, sachant que l'architecte des bâtiments de France (ABF) a validé le lieu d'implantation,

DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le maire à signer la convention d'occupation du domaine public prévoyant une redevance de 1 500 € nets par an sur 12 années ;
- D'autoriser Monsieur le maire à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Maire : Avez-vous d'autres questions ? La séance est donc levée. Je vous souhaite à toutes et à tous une bonne soirée.

Le secrétaire de séance,
Alexandra CABIRAN

Le Maire,
Pierre FISCHER